

Durée de l'épreuve : 3 heures

Le corrigé comporte : 8 pages

Barème sur 50 points à diviser par 2,5 pour obtenir la note sur 20

	DOSSIER 1									DOSSIER 2				DOSSIER 3							DOSSIER 4						
Q	1	2	3	4	5	6	7	8	D1	1	2	3	D2	1	2	3	4	5	6	D3	1	2	3	4	5	D4	
points	1	2	4	3	1	3	3	3	20	4,5	4	1,5	10	1	2	3	1,5	2,5	5	15	0,5	1	2	1	0,5	5	50
note/20									8				4							6						2	20

**CORRIGÉ****DOSSIER 1 - CAPITAUX PERMANENTS****1. Rappeler la signification du report à nouveau figurant dans l'annexe 2. 1 point**

Le RAN a un solde débiteur, il est donc **négatif**, il résulte de pertes **de l'exercice antérieur** (ou des pertes cumulées des exercices antérieurs).

**2. Expliquer la différence entre le résultat comptable de l'exercice et le bénéfice distribuable. 2 points****Résultat de l'exercice**

- RAN N-1 (si débiteur)
- Réserve légale
- Réserve statutaire
- + RAN N-1 (si créditeur)
- = **bénéfice distribuable**

**Autre réponse possible :**

**Le résultat comptable** est la différence entre les produits et les charges comptables de l'exercice.

**Le bénéfice distribuable** correspond au résultat comptable diminué du report à nouveau débiteur, ou augmenté du RAN créditeur de l'exercice précédent et diminué des dotations aux réserves obligatoires (légale, statutaire, contractuelle).

**3. Présenter, dans un tableau, l'affectation du résultat comptable de l'exercice N. 4 points**

Bénéfice de l'exercice		60 000	points
- RAN N (débitaire)		- 20 000	1
= base de calcul de la Réserve Légale		40 000	
- réserve légale théorique L'obligation de doter la RL s'éteint quand la RL atteint 10 % du capital social.	$5 \% \times 40\,000 = 2\,000$ $10 \% \times 400\,000 = 40\,000$ Il ne reste à doter que $40\,000 - 39\,000 = 1\,000$	- 1 000	1
= bénéfice distribuable		<b>39 000</b>	
- dividendes : $35\,000 \times 10 \text{ €} \times 5\% =$ $5\,000 \times 5 \text{ €} \times 5 \% \times 6/12 =$ $5\,000 \times 10 \text{ €} \times 5 \% \times 6/12 =$	17 500 625 1 250	- 19 375	1,5
- réserve facultative	$13\,500 - 11\,500 = 2\,000$	- 2 000	0,5
= RAN N+1		17 625	

**4. Enregistrer l'écriture d'affectation du résultat de l'exercice N. 3 points**

04/05/N+1	120		Résultat	60 000	
		119	RAN débiteur		20 000
		1061	Réserve légale		1 000
		1068	Autres réserves		2 000
		457	Associés – dividendes à payer		19 375
		110	RAN créditeur		17 625
			(affectation du résultat N)		

**5. Enregistrer le paiement des dividendes. 1 point**

15/05/N+1	457		Associés – dividendes à payer	19 375	
		512	Banque		19 375
			(Suivant A.G. dividendes)		

**6. Comptabiliser l'augmentation de capital par incorporation de réserves. 3 points**

Nombre d'actions créées :  $13\,500 / 13,5 = 1\,000$  actions nouvelles

Montant du nominal :  $10 \text{ €} \times 1\,000 = 10\,000$

Montant de la prime d'émission :  $1\,000 \times (13,5 - 10) = 3\,500$

15/05/N+1	1068		Autres réserves	13 500	
		1013	Capital		10 000
		1041	Primes d'émission		3 500
			Suivant décision A.G. (incorporation de réserves)		

7. Présenter les capitaux propres au 31 mai N+1, après toutes ces opérations. Renseigner à cet effet le tableau de l'annexe A (à rendre avec votre copie). **3 points**

Capitaux propres au 31 mai N+1

Capital social	400 000 + 10 000	410 000
Primes d'émission	3 500	3 500
Réserve légale	39 000 + 1 000	40 000
Autres réserves	11 500 + 2 000 – 13 500	0
Report à nouveau	- 20 000 + 20 000 + 17 625	17 625
Résultat de l'exercice	60 000 – 60 000	0

8. Calculer la valeur du droit d'attribution dont ont bénéficié les anciens actionnaires lors de l'augmentation de capital ; expliquer son intérêt. **3 points**

Nombre d'actions	valeur	total
40 000	15	600 000
1 000	0	
41 000	14,63	600 000

L'action ancienne a perdu  $15 - 14,63 \text{ €} = 0,365 \text{ €}$  : c'est la valeur d'un droit d'attribution, qui sera donné aux anciens actionnaires pour compenser cette perte, pour chaque action ancienne détenue.

## DOSSIER 2 – CRÉDIT-BAIL MOBILIER

1. Procéder aux enregistrements des opérations du mois de décembre N dans le journal de la société GOOD.  $9 \times 0,5 = 4,5$  points

	01/12/N	Débit	Crédit
6122 44566 512	Redevance de crédit bail mobilier TVA déductible sur B & S Banque <b>Contrat crédit bail véhicule utilitaire redevance trimestrielle payée d'avance (TVA déductible)</b>	5 400,00 1 080,00	6 480,00
6122 512	Redevance de crédit bail mobilier Banque <b>Contrat crédit bail véhicule de tourisme (TVA non déductible : redevance de 11/N à terme échu)</b>	1 200,00	1 200,00
	31/12/N	Débit	Crédit
486 6122	Charges constatées d'avance Redevance de crédit bail mobilier <b>Régularisation du contrat crédit bail véhicule Utilitaire 2/3 x 2700</b>	3 600,00	3 600,00

6122 4686 ou 408	Redevance de crédit bail mobilier Charges à payer <b>Contrat crédit bail véhicule de tourisme : redevance de 12/N payée le 1/01/N+1</b>	1 200,00	1 200,00
------------------------	---	----------	----------

**2. Présenter les renseignements concernant les contrats de crédit-bail qui devront figurer dans l'annexe au 31/12/N+1 (Annexe B à rendre avec la copie). 4 points**

Poste du bilan	V 0	Redevances payées		Amortissements théoriques		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
		Cumulées	De l'exercice	Cumulés	De l'exercice	A – d'1 an	A + d'1 an et à – de 5 ans	A + de 5 ans	
Véhicule utilitaire	67 200 HT	21 600 = 4 x 5 400	21 600	14 000 = (67 200 / 4) x (10/12)	16 800	21 600		-	18 000 HT
Véhicule tourisme	48 600 TTC	9 x 1 200 = 10 800	14 400 = 12 x 1 200	8 100 = (48 600 / 5) x (10/12)	9 720	14 400	18 000 = 15 x 1 200	-	7 200 TTC

**3. Procéder aux enregistrements qui seraient nécessaires au 1<sup>er</sup> avril N+4 en cas de levée de l'option concernant le véhicule de tourisme. 1,5 point**

	01/04/N+4	Débit	Crédit
2182 404	Matériel de transport Fournisseur d'immobilisation <b>Levée d'option du véhicule de tourisme</b>	7 200,00	7 200,00

### DOSSIER 3 – IMMOBILISATION

**1. Rappeler la définition d'une clause de réserve de propriété. Quel est son intérêt pour le vendeur ? 1 point**

Il s'agit d'une clause selon laquelle le vendeur d'un bien en reste **propriétaire jusqu'au paiement** complet du prix. Elle constitue donc une protection offrant une **garantie pour le vendeur** en cas de non-paiement du bien.

**2. Quel est le traitement comptable prévu par le PCG pour les biens acquis avec clause de réserve de propriété ? Indiquer les conséquences de cette clause, sur les écritures comptables d'acquisition et d'inventaire, et sur la présentation du bilan de l'acheteur. 2 points**

Selon le PCG, les transactions assorties d'une clause de réserve de propriété sont comptabilisées **à la date de la livraison du bien** et non à celle du transfert de propriété.

Elle est donc sans conséquence sur la date d'inscription du bien à l'actif et sur la date de début d'amortissement, qui reste la date de mise en service.

En ce qui concerne la **présentation du bilan**, les actifs avec clause de réserve de propriété sont regroupés sur une **ligne distincte** portant la mention « **dont... avec clause de réserve de propriété** ».

**3. Après avoir rappelé la définition que donne le PCG d'un actif, et d'une immobilisation corporelle, justifier le traitement appliqué au four acquis par la SAS GOOD. 3 points**

Selon le PCG, « un actif est un **élément identifiable** du patrimoine ayant une valeur **économique positive** pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant **une ressource que l'entité contrôle** du fait d'événements passés et dont elle attend des **avantages économiques futurs** ».

Selon le PCG, une immobilisation est **un actif détenu**, soit **pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services**, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont elle attend des **avantages économiques futurs**.

S'agissant d'un **bien corporel**, le four, l'immobilisation acquise est bien identifiable. De plus, étant destinée à la production de biens vendus par l'entreprise, son utilisation procurera bien à GOOD des avantages économiques futurs. Enfin, bien que le titre de propriété soit conservé par le vendeur jusqu'au paiement complet (cf. clause), l'entreprise en maîtrise tout de même l'utilisation, bénéficie des avantages liés à l'immobilisation et en assume les risques. Elle en a donc bien le contrôle.

**4. Calculer le coût d'acquisition du four à commande numérique. 1,5 point**

Coût d'acquisition :

Prix d'achat :	10 000,00
- Rabais	-200,00
+ frais d'installation	1 200,00
Total	11 000,00

**5. Enregistrer chez GOOD les écritures d'acquisition du four et l'amortissement, en N. 2,5 points**

30/06/N

2154	Matériel industriel	11 000,00	
44562	TVA déductible sur immobilisations	2 200,00	
404	Fournisseurs d'immobilisations		13 200,00
	<i>Facture</i>		

31/12/N

68112	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	1 100,00	
28154	Amortissements du matériel industriel (11 000*1/5*6/12)		1 100,00
	<i>Suivant calcul d'amortissement économique</i>		

**6. Dans le cas où il y aurait des dépenses de grandes révisions de 2 000 € pluriannuelles concernant ce four (tous les 2 ans), comment pourraient-elles être comptabilisées à l'acquisition et à l'inventaire ? Passer les écritures comptables d'acquisition et d'amortissement dans les 2 cas. 5 points**

Les dépenses de grandes révisions pluri-annuelles peuvent être comptabilisées de 2 manières :

**1/ en tant que composant de 2<sup>ème</sup> catégorie, amortissable sur 2 ans**

30/06/N

2154S	Matériel industriel structure	9 000,00	
2154R	Matériel industriel révision	2 000,00	
44562	TVA déductible sur immobilisations	2 200,00	
404	Fournisseurs d'immobilisations		13 200,00
	<i>Facture</i>		

31/12/N

68112	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	1 400,00	
28154S	Amortissements du matériel industriel ( $9\,000 \times \frac{1}{5} \times \frac{6}{12}$ )		900,00
28154R	Amortissement révision ( $2\,000 / 2 \times \frac{6}{12}$ )		500,00

**2/ en provision pour gros entretien, grande révision**

30/06/N

2154	Matériel industriel	11 000,00	
44562	TVA déductible sur immobilisations	2 200,00	
404	Fournisseurs d'immobilisations		13 200,00
	<i>Facture</i>		

31/12/N

68112	Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	1 100,00	
28154	Amortissements du matériel industriel ( $11\,000 \times \frac{1}{5} \times \frac{6}{12}$ )		1 100,00
	<i>Suivant calcul d'amortissement économique</i>		

68112	Dotations aux provisions	500,00	
1572	Provision pour révision		500,00
	$2\ 000 / 2 \times 6/12$		

#### DOSSIER 4 - RELATIONS AVEC L'EXPERT-COMPTABLE

##### 1. Préciser si la S.A.S. GOOD est obligée de recourir aux services d'un expert-comptable. 0,5 point

Non, l'entreprise n'est pas obligée de recourir aux services d'un expert-comptable.

##### 2. Qualifier la mission de l'expert-comptable et qualifier la mission du commissaire aux comptes de façon à mettre en évidence ce qui les distingue. 1 point

La mission de l'expert-comptable est **contractuelle**.

La mission du commissaire aux comptes est **légale**.

##### 3. Indiquer l'utilité de la lettre de mission et citer deux éléments de son contenu. 2 points

a) L'utilité lettre de mission est la suivante :

- organiser la **relation entre les parties** et la mission le plus efficacement possible ;
- **limiter les situations litigieuses** en précisant la répartition des tâches et les obligations de chaque partie ;
- servir de **preuve en cas** de litige (recherche des responsabilités respectives)

b) La lettre de mission contient les éléments suivants (**n'attendre que 2 éléments**) :

- la présentation des parties,
- la qualification et description de la mission (objet du contrat),
- les obligations et responsabilités de chaque partie,
- les délais d'exécution,
- les modalités d'exécution,
- les conditions financières (honoraires),
- la durée de la mission,
- le nom et le rôle du professionnel de l'expertise comptable responsable de la mission.
- le cas échéant, un tableau de répartition des tâches entre le client et le professionnel de l'expertise comptable ...).

##### 4. Citer un critère de l'éthique professionnelle des experts-comptables. 1 point

- Indépendance
- Compétence
- Intégrité
- Objectivité
- Confidentialité : Soumis au secret professionnel

**5. Un expert-comptable, peut-il cumuler sa fonction avec celle de commissaire aux comptes de la même société ? Justifiez. 0,5 point**

Non. Il s'agit d'une incompatibilité. Un expert-comptable ne peut contrôler des comptes qu'il a établis, ce qui le placerait dans une situation d'auto-révision.

le cnam  
intec